

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2024/202730]

**14 MARS 2024. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé  
en ce qui concerne les centres de planning familial et fédérations de centres de planning familial (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé*

**Art. 2.** À l'article 187 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3<sup>o</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

1) les mots " à l'article 350 du Code pénal " sont remplacés par les mots " par la législation belge relative à l'interruption volontaire de grossesse ";

2) les mots " la personne qui souhaite en bénéficiaire, vers un centre ou planning qui y procède si son personnel ou les médecins y attachés ne veulent pas y procéder " sont remplacés par les mots " la personne qui souhaite en bénéficiaire vers un centre ou planning qui y procède, si son personnel ou les médecins qui y sont attachés ne veulent pas ou ne peuvent pas y procéder ";

b) le 4<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

" 4<sup>o</sup> la prévention, le dépistage et le suivi des infections sexuellement transmissibles; "

c) au 6<sup>o</sup>, les mots " la prévention des violences exercées au sein des couples " sont remplacés par les mots " la prévention des différentes formes de violences en lien avec la vie relationnelle, affective et sexuelle ";

d) au 9<sup>o</sup>, les mots " en lien avec la vie affective, relationnelle et sexuelle " sont remplacés par les mots " à la vie relationnelle, affective et sexuelle ".

**Art. 3.** À l'article 188 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le projet de centre de planning familial est centré prioritairement sur l'utilisateur et se compose des parties suivantes :

1<sup>o</sup> une analyse de l'environnement interne et externe du centre de planning familial;

2<sup>o</sup> une évaluation des objectifs et des activités du centre de planning familial;

3<sup>o</sup> une planification des objectifs et des activités du centre de planning familial. "

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est abrogé;

3<sup>o</sup> dans l'alinéa 4, les mots " ou son délégué " sont ajoutés après le mot " Le Gouvernement " et le mot " six " est remplacé par le mot " trois ";

4<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le pouvoir organisateur introduit un projet de centre par siège à l'Agence par voie électronique. "

**Art. 4.** L'article 189 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Un pôle de support peut être organisé au sein du centre. "

**Art. 5.** Dans l'article 193, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les mots " juridique et sociale " sont remplacés par les mots " juridique, sociale et de coordination générale ".

**Art. 6.** L'article 196 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, est abrogé.

**Art. 7.** Dans l'article 197, alinéa 2, du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les mots " entre les centres de planning familial pour la mise en oeuvre de ce pôle au sein d'une même zone de soins " sont remplacés par les mots " pour la mise en oeuvre de ce pôle entre les centres de planning familial d'une même zone de soins, de zones de soins limitrophes, ou de toute autre zone de soins pour des projets ou des publics spécifiques ".

**Art. 8.** Dans la Partie 2, Livre III, Titre II, chapitre II, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 5/1 intitulée " Pôle de support ".

**Art. 9.** Dans la sous-section 5/1, insérée par l'article 8, il est inséré un article 197/1 rédigé comme suit :

" Art. 197/1. L'équipe du centre de planning familial peut également être complétée par une fonction administrative et une fonction de maintenance. "

**Art. 10.** Dans la Partie 2, Livre III, Titre II, chapitre II, section 2, du même Code, il est inséré une sous-section 5/2 intitulée " Qualifications ".

**Art. 11.** Dans la sous-section 5/2, insérée par l'article 10, il est inséré un article 197/2 rédigé comme suit :

" Art. 197/2. Le Gouvernement fixe les qualifications qui permettent d'accéder aux fonctions liées aux pôles visés à l'article 189. "

**Art. 12.** Dans la Partie 2, Livre III, Titre II, chapitre II, section 2, du même Code, l'intitulé de la sous-section 6.1. est remplacé par ce qui suit : " Coordination générale ".

**Art. 13.** À l'article 198 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots " gestion journalière " sont remplacés par les mots " coordination générale ";

b) les mots " un membre " sont remplacés par les mots " un ou plusieurs membres ";

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots " Le responsable de la gestion journalière travaille en concertation " sont remplacés par les mots " Le ou les responsables de la coordination générale travaillent en concertation ";

b) le mot " veille " est remplacé par le mot " veillent ";

c) les mots " les services sociaux et sanitaires " sont remplacés par les mots " le réseau visé à l'article 206 ".

**Art. 14.** Dans l'article 199 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, le 3° est complété par les mots " et du respect de la confidentialité ".

**Art. 15.** À l'article 204 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " à l'accueil, " sont insérés entre les mots " qui accède " et les mots " à la consultation médicale ";

2° les mots " de conseil conjugal ou sexologique ou aux activités d'information " sont remplacés par les mots " de conseil conjugal et familial, sexologique, aux activités d'information ".

**Art. 16.** Dans l'article 205, alinéa 3, du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les mots " la personne chargée de la gestion journalière " sont remplacés par les mots " la ou des personnes chargées de la coordination générale ".

**Art. 17.** Dans l'article 208, alinéa 3, du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les mots " de l'équipe appartenant à la fonction sociale, à moins qu'un règlement interne en ait fixé les modalités " sont remplacés par les mots " appartenant à l'équipe pluridisciplinaire ".

**Art. 18.** L'article 210 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 210. Les tarifs, honoraires, les contributions financières et le règlement interne relatif à la tarification sont facilement accessibles au public et sont communiqués via les lieux d'accueil du centre de planning familial et d'autres canaux jugés pertinents par le centre. "

**Art. 19.** À l'article 211 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " du Pôle accueil et d'accès aux consultations " sont remplacés par les mots " du pôle accueil et gestion des demandes ";

2° dans l'alinéa 2, les mots " un affichage extérieur " sont remplacés par les mots " une communication adéquate vers le public ".

**Art. 20.** À l'article 212 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Pour ouvrir un siège secondaire, le centre de planning familial demande l'autorisation préalable au Gouvernement ou son délégué. Le Gouvernement détermine les modalités d'ouverture du siège secondaire. "

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots " selon les normes contenues dans le guide régional d'urbanisme ";

b) dans l'alinéa 2, le 2° est remplacé par ce qui suit :

" 2° un lieu spécifique pour le ou les membres du personnel chargés de la coordination générale; "

**Art. 21.** À l'article 213 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " du réseau visé à l'article 206 " sont insérés entre les mots " demande d'un tiers " et les mots " , le centre de planning familial ";

2° les mots " l'accueil et la gestion des demandes " sont remplacés par les mots " le pôle accueil et gestion des demandes ";

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" De manière ponctuelle et à la demande d'un tiers du réseau visé à l'article 206, le centre de planning familial peut décentraliser le pôle accueil et gestion des demandes ainsi que certaines consultations visées à l'article 192, 1° et 2°, dans un autre lieu que celui visé à l'article 212. "

**Art. 22.** À l'article 214 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " de l'activité d'accueil du centre de planning familial dans une antenne " sont remplacés par les mots " visée à l'article 213 ";

2° dans l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots " de l'activité d'accueil " sont remplacés par les mots " visée à l'article 213 ";

b) les mots " avec le tiers du réseau visé à l'article 206 qui en a fait la demande " sont insérés entre les mots " convention de partenariat " et les mots " dont le contenu minimal ".

**Art. 23.** Dans l'article 215 du même Code, remplacé par le décret du 23 janvier 2014, les mots " l'antenne répond " sont remplacés par les mots " les activités décentralisées conformément à l'article 213 répondent ".

**Art. 24.** À l'article 218/1 du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Le centre de planning familial peut exercer les activités du pôle information, de sensibilisation et éducation dans une zone de soins limitrophe. Dans le cadre de projets ou de publics spécifiques, le centre de planning familial peut exercer les activités du pôle information, de sensibilisation et éducation dans toute autre zone de soins. "

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" L'exercice de l'activité visé à l'alinéa 2 se réalise à condition qu'il y ait une concertation préalable avec les centres de planning familial situés dans l'autre zone de soins que son siège d'activités. "

**Art. 25.** Dans l'article 218/3, alinéa 2, 3°, du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les mots " visé à l'article 208 du présent Code " sont abrogés.

**Art. 26.** Dans l'article 218/4, alinéa 2, du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les mots " 218/2 " sont remplacés par les mots " 218/3 ".

**Art. 27.** Dans l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, le 2° est remplacé par ce qui suit :

" 2° la coordination générale; "

**Art. 28.** L'article 218/8 du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " gestion journalière " sont remplacés par les mots " coordination générale visé à l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ";

2° les mots " en fonction du nombre d'équivalents temps plein subsidiés en vertu de l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, 1°, " sont abrogés.

**Art. 29.** Dans l'article 218/9, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les mots " alinéa 1<sup>er</sup>, " sont insérés entre les mots " article 218/6, § 1<sup>er</sup>, " et les mots " 1° ".

**Art. 30.** A l'article 218/12 du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " de l'Agence " sont insérés entre les mots " les agents " et le mot " désignés ";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le Gouvernement détermine la procédure d'évaluation et les modalités de contrôle administratif, financier et qualitatif du centre de planning familial. "

**Art. 31.** À l'article 218/13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées : 1° les mots ", le cas échéant, " sont abrogés;

2° les mots " ou justifie l'absence d'adaptation de ce dernier " sont abrogés.

**Art. 32.** L'article 218/19 du même Code, inséré par le décret du 23 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 218/19. Les centres de planning familial peuvent se fédérer et confier leurs intérêts à une fédération de centres de planning familial de leur choix.

Les fédérations de planning familial remplissent les missions suivantes :

1° elles soutiennent au nom de leurs membres une vision commune du secteur et leur donne de la visibilité;

2° elles favorisent la concertation en vue de promouvoir et de soutenir la qualité des activités des membres;

3° elles représentent leurs membres de manière collective, dans le respect des dispositions en vigueur;

4° elles représentent individuellement un de ses membres lorsque celui-ci lui en fait la demande, dans le respect des dispositions en vigueur. "

**Art. 33.** Dans la Partie 2, Livre III, Titre II, chapitre III, du même Code, il est inséré un article 218/19/1 rédigé comme suit :

" Art. 218/19/1. Le Gouvernement peut conclure une convention pluriannuelle avec l'ensemble des fédérations représentatives de centres de planning familial qui mentionne les missions reprises à l'article 218/19 ainsi que les obligations des fédérations. Pour être représentative, une fédération compte au moins douze centres de planning familial agréés.

Selon les disponibilités budgétaires, la convention définit le montant de la subvention ainsi que les modalités d'octroi et de contrôle de la subvention.

Le Gouvernement définit les modalités d'exécution de cet article. "

### CHAPITRE 3. — *Disposition finale*

**Art. 34.** Le présent décret produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 mars 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2023-2024.  
Documents du Parlement wallon, 1609 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1 à 4  
Compte rendu intégral, séance plénière du 13 mars 2024  
Discussion.  
Vote.

—————  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202730]

### 14 MAART 2024. — Decreet houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de centra voor gezinsplanning en federaties van centra voor gezinsplanning (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

#### HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

**Art. 2.** In artikel 187 van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 3<sup>o</sup> worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) de woorden "in artikel 350 van het Strafwetboek" worden vervangen door de woorden "de Belgische wetgeving inzake de vrijwillige onderbreking van zwangerschap";

2) de woorden "hetzij, indien het eigen personeel of de artsen die eraan verbonden zijn weigeren abortus te plegen, de persoon die om abortus verzoekt oriënteert of begeleidt naar een centrum voor gezinsplanning waar abortus wordt gepleegd" worden vervangen door de woorden "hetzij, indien het eigen personeel of de artsen die eraan verbonden zijn weigeren abortus te plegen of abortus niet kunnen plegen, de persoon die om abortus verzoekt oriënteert of begeleidt naar een centrum voor gezinsplanning waar abortus wordt gepleegd";

b) punt 4<sup>o</sup> wordt vervangen door wat volgt:

4<sup>o</sup> de preventie, opsporing en opvolging van seksueel overdraagbare infecties;

c) in 6<sup>o</sup> worden de woorden "de preventie van geweld binnen koppels" vervangen door de woorden "de preventie van verschillende vormen van geweld die verband houden met het relationele, emotionele en seksuele leven";

d) in 9<sup>o</sup> van de Franse versie worden de woorden "en lien avec la vie affective, relationnelle et sexuelle" vervangen door de woorden "à la vie relationnelle, affective et sexuelle".

**Art. 3.** In artikel 188 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"Het project van centrum voor gezinsplanning wordt bij voorrang op de gebruiker gericht en bestaat uit de volgende onderdelen:

1<sup>o</sup> een analyse van de interne en externe omgeving van het centrum voor gezinsplanning;

2<sup>o</sup> een beoordeling van de doelstellingen en activiteiten van het centrum voor gezinsplanning;

3<sup>o</sup> een planning van de doelstellingen en activiteiten van het centrum voor gezinsplanning; "

2<sup>o</sup> lid 3 wordt opgeheven;

3<sup>o</sup> in lid 4 worden de woorden "of haar afgevaardigde" toegevoegd na de woorden "bepaald door de Regering;

4<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De inrichtende macht dient elektronisch een ontwerpcentrum per zetel in bij het Agentschap. "

**Art. 4.** Artikel 189 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 23 januari 2014, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Binnen het centrum kan een ondersteuningspool worden georganiseerd. "

**Art. 5.** In artikel 193, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "juridische en sociale functies" vervangen door de woorden "juridische, sociale en coördinerende functies".

**Art. 6.** Artikel 196 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, wordt opgeheven.

**Art. 7.** In artikel 197, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "De Regering bepaalt de aard van het overleg tussen de centra voor gezinsplanning en de modaliteiten voor de organisatie ervan met het oog op de totstandbrenging van die pool binnen hetzelfde zorgverleningsgebied" vervangen door de woorden "De Regering bepaalt de aard en de organisatie van het overleg met het oog op de totstandbrenging van die pool tussen de centra voor gezinsplanning binnen hetzelfde zorgverleningsgebied, binnen naburige zorgverleningsgebieden, of binnen elk ander zorgverleningsgebied voor specifieke projecten of doelgroepen".

**Art. 8.** In Deel 2, Boek III, Titel II, Hoofdstuk II, afdeling 2 van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 5/1 ingevoegd met als opschrift "Ondersteuningspool".

**Art. 9.** In onderafdeling 5/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 197/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 197/1. Het team van het centrum voor gezinsplanning kan ook administratief en onderhoudspersoneel omvatten. "

**Art. 10.** In Deel 2, Boek III, Titel II, Hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 5/2 ingevoegd met als opschrift "Kwalificaties".

**Art. 11.** In onderafdeling 5/2, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 197/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 197/2. De Regering stelt de kwalificaties vast die vereist zijn voor de toegang tot de functies die verbonden zijn aan de in artikel 189 bedoelde polen. "

**Art. 12.** In Deel 2, Boek III, Titel II, hoofdstuk II, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van onderafdeling 6.1 vervangen als volgt: "Algemene coördinatie".

**Art. 13.** In artikel 198 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "Het dagelijkse beheer" worden vervangen door de woorden "De algemene coördinatie";

b) de woorden "een lid" worden vervangen door de woorden "een of meerdere leden";

2° in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "De verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer werkt in samenspraak met" worden vervangen door de woorden "De verantwoordelijke(n) voor de algemene coördinatie werkt(en) in samenspraak met";

b) de woorden "ziet toe" worden vervangen door de woorden "ziet(zien) toe";

c) de woorden "de sociale en sanitaire diensten" worden vervangen door de woorden "het in artikel 206 bedoelde netwerk".

**Art. 14.** In artikel 199 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014 wordt punt 3° aangevuld met de woorden "en van de eerbiediging van vertrouwelijkheid".

**Art. 15.** In artikel 204 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de opvang," worden ingevoegd tussen de woorden "die toegang heeft tot" en "de medische, psychologische";

2° de woorden "tot echtelijke of seksuologische adviesverlening of tot de activiteiten inzake informatieverstrekking" worden vervangen door de woorden "echtelijke en gezins- seksuologische adviesverlening, de activiteiten inzake informatieverstrekking".

**Art. 16.** In artikel 205, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "de persoon die het dagelijkse beheer waarneemt" vervangen door de woorden "de persoon(onen) die het dagelijkse beheer waarneemt(en)".

**Art. 17.** In artikel 208, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "de ploeg dat een sociale functie waarneemt, tenzij de modaliteiten daarvan in een intern reglement vastliggen" vervangen door de woorden "dat behoort tot het multidisciplinaire team".

**Art. 18.** Artikel 210 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 210. De tarieven, honoraria en financiële bijdragen en het interne reglement voor het in rekening brengen van kosten zijn gemakkelijk toegankelijk voor het publiek en worden gecommuniceerd via de receptieruimtes van het centrum voor gezinsplanning en andere kanalen die door het centrum relevant worden geacht. "

**Art. 19.** In artikel 211 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "van de Pool opvang en inzake toegang tot de consultaties" vervangen door de woorden "van de pool opvang en beheer van de aanvragen";

2° in lid 2 worden de woorden "via een bericht dat buiten wordt aangeplakt" vervangen door de woorden "via een passende mededeling".

**Art. 20.** In artikel 212 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Om een secundaire zetel te openen, moet het centrum voor gezinsplanning vooraf toestemming vragen aan de Regering of haar afgevaardigde. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het openen van de secundaire statutaire zetel. ";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt aangevuld met de woorden "overeenkomstig de normen van de gewestelijke leidraad voor stedenbouw";

b) in lid 2 wordt punt 2° vervangen als volgt:

"2° een specifieke locatie voor het personeelslid of de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor de algemene coördinatie;".

**Art. 21.** In artikel 213 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "van het netwerk bedoeld in artikel 206" worden ingevoegd tussen de woorden "een derde" en de woorden "kan het centrum voor gezinsplanning";

2° de woorden "de opvang en het beheer van de aanvragen" worden vervangen door de woorden "de pool opvang en beheer van de aanvragen";

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"Het centrum voor gezinsplanning kan op ad hoc basis en op verzoek van een derde van het netwerk bedoeld in artikel 206, de pool opvang en het beheer van de aanvragen en bepaalde raadplegingen bedoeld in artikel 192, 1° en 2°, decentraliseren naar een andere plaats dan deze bedoeld in artikel 212.". "

**Art. 22.** In artikel 214 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "van de opvangactiviteit van het centrum voor gezinsplanning naar een antenne" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 213";

2° in het tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "van de opvangactiviteit" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 213";

b) de woorden "met de derde van het netwerk bedoeld in artikel 206" worden ingevoegd tussen het woord "partnerschapsovereenkomst" en de woorden "waarvan de minimale inhoud".

**Art. 23.** In artikel 215 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "dat de antenne de geheimhouding van de gesprekken en de bescherming van het privéleven van de gebruiker in acht neemt" vervangen door de woorden dat de overeenkomstig artikel 213 gedecentraliseerde activiteiten de geheimhouding van de gesprekken en de bescherming van het privéleven van de gebruiker in acht nemen".

**Art. 24.** In artikel 218/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"Het centrum voor gezinsplanning kan de activiteiten van de pool informatieverstrekking, bewustmaking en vorming uitoefenen in een aangrenzend zorgverleningsgebied uitvoeren. In het kader van specifieke projecten of doelgroepen kan het centrum voor gezinsplanning de activiteiten van de pool informatieverstrekking, bewustmaking en vorming op elk ander zorgverleningsgebied uitoefenen. "

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De uitoefening van de activiteit bedoeld in lid 2 gebeurt op voorwaarde van voorafgaand overleg met de centra voor gezinsplanning gelegen in het zorgverleningsgebied anders dan zijn vestigingsplaats. "

**Art. 25.** In artikel 218/3, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "bedoeld in artikel 208 van dit Wetboek" opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 218/4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de termen "218/2" vervangen door de woorden "218/3".

**Art. 27.** In artikel 218/6, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

2° de algemene coördinatie;"

**Art. 28.** In artikel 218/8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "het dagelijkse beheer" worden vervangen door de woorden "de algemene coördinatie bedoeld in artikel 218/6, § 1, eerste lid, 2°";

2° de woorden "op grond van het aantal voltijds equivalenten dat krachtens artikel 218/6, § 1, 1°," worden opgeheven.

**Art. 29.** In artikel 218/9, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de woorden "eerste lid" ingevoegd tussen de woorden "artikel 218/6, § 1," en het woord "1°".

**Art. 30.** In artikel 218/12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "van het Agentschap" ingevoegd na de woorden "aangewezen personeelsleden";

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

"De Regering bepaalt de evaluatieprocedure en de modaliteiten inzake administratieve, financiële en kwaliteitscontrole voor het centrum voor gezinsplanning. "

**Art. 31.** In artikel 218/13, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° het woord "desgevallend" wordt opgeheven;

2° de woorden "of rechtvaardigt het het gebrek aan bijwerking ervan" worden opgeheven.

**Art. 32.** Artikel 218/19 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 218/19. Centra voor gezinsplanning kunnen zich aaneensluiten en hun belangen toevertrouwen aan een federatie van centra voor gezinsplanning van hun keuze.

De federaties van centra voor gezinsplanning hebben de volgende taken:

1° ze ondersteunen namens hun leden een gemeenschappelijke visie van de sector namens hun leden en geven hen zichtbaarheid;

2° ze zijn voorstander van overleg met het oog op de bevordering en de ondersteuning van de kwaliteit van de activiteiten van de leden;

3° ze vertegenwoordigen hun leden collectief, overeenkomstig de geldende bepalingen;

4° ze vertegenwoordigen een van hun leden individueel wanneer het daarom wordt verzocht, overeenkomstig de geldende bepalingen. "

**Art. 33.** In Deel 2, Boek III, Titel II, Hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 218/19/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 218/19. De Regering kan een meerjarenovereenkomst sluiten met alle federaties die de centra voor gezinsplanning vertegenwoordigen, waarin de in artikel 218/19 vermelde taken en de verplichtingen van de federaties worden vastgelegd. Om representatief te zijn moet de federatie minstens twaalf erkende centra voor gezinsplanning tellen.

Afhankelijk van de beschikbare begrotingsmiddelen bepaalt de overeenkomst het bedrag van de subsidie en hoe deze wordt toegekend en gecontroleerd.

De Regering stelt nadere regels vast voor de toepassing van dit artikel. "

## HOOFDSTUK 3. — Slotbepaling

**Art. 34.** Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 maart 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1609 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4

Volledig verslag, plenaire zitting van 13 maart 2024

Bespreking.

Stemming.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/005138]

**2 MEI 2024.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende invoering van diverse wijzigingen op het vlak van de werkgelegenheidssteun. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 2024, akte nr. 2024/004540, blz. 62734, Artikel 1, dient gelezen te worden:

"Art. 6. De doelgroepvermindering, zoals bedoeld in artikel 339 van de programmatwet van 24 december 2002, kan worden toegekend voor een forfaitair bedrag van G1 voor werknemers die op de laatste dag van het kwartaal tenminste de leeftijd van 61 jaar en ten hoogste de leeftijd van 66 jaar bereikt hebben en in zoverre het referentekwartaalloon de loongrens van 8.000 euro niet overschrijdt."

in plaats van

" Art. 6. De doelgroepvermindering, zoals bedoeld in artikel 339 van de programmatwet van 24 december 2002, kan worden toegekend voor een forfaitair bedrag van G1 voor werknemers die op de laatste dag van het kwartaal tenminste de leeftijd van 61 jaar en ten hoogste de leeftijd van 66 jaar bereikt hebben en in zoverre de loongrens niet hoger is dan 8.000 euro. "

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/005138]

**2 MAI 2024.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'instauration de diverses modifications en matière d'aides à l'emploi. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 15 mai 2024, acte n° 2024/004540, page 62734, Article 1<sup>er</sup>, lire :

" Art. 6. La réduction groupe-cible, visée à l'article 339 de la loi-programme du 24 décembre 2002, peut être octroyée pour un montant forfaitaire s'élevant à G1 pour les travailleurs qui au dernier jour du trimestre sont âgés d'au moins 61 ans et d'au maximum 66 ans et pour autant que le salaire trimestriel de référence ne dépasse pas le plafond salarial qui s'élève à 8.000 euros. »

au lieu de

" Art. 6. La réduction groupe-cible, visée à l'article 339 de la loi-programme du 24 décembre 2002, peut être octroyée pour un montant forfaitaire s'élevant à G1 pour les travailleurs qui au dernier jour du trimestre sont âgés d'au moins 61 ans et d'au maximum 66 ans et pour autant que le plafond salarial ne dépasse pas 8.000 euros. »

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/005216]

**6 MEI 2024.** — Ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van 29 januari 1998 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de ordonnantie van 27 november 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 2024, akte nr. 2024/004769, blz. 64194, Artikel 2, dient gelezen te worden:

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/005216]

**6 MAI 2024.** — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 janvier 1998 d'exécution de l'ordonnance du 27 novembre 1997 portant approbation de l'accord de coopération du 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions concernant les programmes de transition professionnelle. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 21 mai 2024, acte n° 2024/004769, page 64194, Article 2, lire :